

## **Protocole n° 2 à la Convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales relatif à la coopération interterritoriale**

Conclu à Strasbourg le 5 mai 1998

Approuvé par l'Assemblée fédérale le 4 octobre 2002<sup>1</sup>

Instrument de ratification déposé par la Suisse le 26 février 2003

Entré en vigueur pour la Suisse le 27 mai 2003

(Etat le 23 janvier 2018)

---

### *Préambule*

*Les Etats membres du Conseil de l'Europe*

signataires du présent Protocole n° 2 à la Convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales<sup>2</sup>,

considérant la conclusion, le 9 novembre 1995, du Protocole additionnel à la Convention-cadre relatif aux effets juridiques des actes accomplis dans le cadre de la coopération transfrontalière<sup>3</sup> et au statut juridique des organismes de coopération éventuellement créés par des accords de coopération transfrontalière;

considérant que, pour l'accomplissement plus efficace de leurs fonctions, les collectivités ou autorités territoriales collaborent de plus en plus non seulement avec les collectivités voisines d'autres Etats (coopération transfrontalière), mais aussi avec les collectivités étrangères non contiguës qui présentent une communauté d'intérêts (coopération interterritoriale), et cela non seulement dans le cadre d'organismes de coopération transfrontalière et d'associations de collectivités ou autorités territoriales, mais aussi sur le plan bilatéral;

ayant à l'esprit la Déclaration de Vienne de 1993, dans laquelle les chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres reconnaissent le rôle du Conseil de l'Europe dans la création d'une Europe tolérante et prospère par le biais de la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales;

relevant que dans le domaine de la coopération interterritoriale il n'existe pas d'instrument comparable à la Convention-cadre;

souhaitant donner à la coopération interterritoriale un cadre juridique sur le plan international,

*sont convenus des dispositions suivantes:*

RO 2004 833; FF 2002 2937

<sup>1</sup> RO 2004 831

<sup>2</sup> RS 0.131.1

<sup>3</sup> RS 0.131.11

**Art. 1**

Au sens du présent Protocole, on entend par «coopération interterritoriale» toute concertation visant à établir des rapports entre collectivités ou autorités territoriales de deux ou plusieurs Parties contractantes, autres que les rapports de coopération transfrontalière des collectivités voisines, y inclus la conclusion d'accords avec les collectivités ou autorités territoriales d'autres Etats.

**Art. 2**

(1) Chaque Partie contractante reconnaît et respecte le droit des collectivités ou autorités territoriales, relevant de sa juridiction et visées aux art. 1 et 2 de la Convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales (ci-après dénommée «la Convention-cadre»), d'entretenir des rapports et de conclure, dans les domaines communs de compétence, des accords de coopération interterritoriale selon les procédures prévues par leurs statuts, conformément à la législation nationale et dans le respect des engagements internationaux pris par la Partie contractante en question.

(2) Un accord de coopération interterritoriale engage la seule responsabilité des collectivités ou autorités territoriales qui l'ont conclu.

**Art. 3**

Les Parties contractantes au présent Protocole appliquent, *mutatis mutandis*, la Convention-cadre à la coopération interterritoriale.

**Art. 4**

Les Parties contractantes au présent Protocole qui sont également Parties contractantes au Protocole additionnel à la Convention-cadre (ci-après dénommé «le Protocole additionnel») appliquent, *mutatis mutandis*, ledit Protocole à la coopération interterritoriale.

**Art. 5**

Au sens du présent Protocole, l'expression «*mutatis mutandis*» signifie que dans la Convention-cadre et le Protocole additionnel le terme «coopération transfrontalière» doit se lire comme «coopération interterritoriale» et que les articles de la Convention-cadre et du Protocole additionnel seront applicables à moins que le présent Protocole n'en dispose autrement.

**Art. 6**

(1) Chaque Partie contractante à la Convention-cadre et au Protocole additionnel indique, au moment de la signature du présent Protocole ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, si elle applique, conformément aux dispositions de l'art. 4 du présent Protocole, les dispositions des art. 4 et 5 du Protocole additionnel ou d'un seul de ces articles.

(2) Cette déclaration peut être modifiée à tout moment par la suite, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

#### **Art. 7**

Aucune réserve n'est admise aux dispositions du présent Protocole.

#### **Art. 8**

(1) Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats signataires de la Convention-cadre, qui peuvent exprimer leur consentement à être liés par:

- a) signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou
- b) signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

(2) Un Etat membre du Conseil de l'Europe ne peut signer le présent Protocole sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou déposer un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, s'il n'a pas déjà déposé ou s'il ne dépose pas simultanément un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de la Convention-cadre.

(3) Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

#### **Art. 9**

(1) Le présent Protocole entrera en vigueur trois mois après la date à laquelle quatre Etats membres du Conseil de l'Europe auront exprimé leur consentement à être liés par le Protocole, conformément aux dispositions de l'art. 8.

(2) Pour tout Etat membre qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par le présent Protocole, celui-ci entrera en vigueur trois mois après la date de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

#### **Art. 10**

(1) Après l'entrée en vigueur du présent Protocole, tout Etat qui a adhéré à la Convention-cadre pourra adhérer également au présent Protocole.

(2) L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

#### **Art. 11**

(1) Toute Partie contractante peut, à tout moment, dénoncer le présent Protocole en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

(2) La dénonciation prendra effet six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

**Art. 12**

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil de l'Europe et à tout Etat ayant adhéré au présent Protocole:

- a) toutes déclarations notifiées par une Partie contractante conformément à l'art. 6;
- b) toute signature du présent Protocole;
- c) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
- d) toute date d'entrée en vigueur du présent Protocole, conformément à son art. 9 ou à son art. 10;
- e) tout autre acte, notification ou communication ayant trait au présent Protocole.

*En foi de quoi*, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Strasbourg, le 5 mai 1998, en anglais et en français, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe et à tout Etat invité à adhérer au présent Protocole.

*(Suivent les signatures)*

### Champ d'application le 23 janvier 2018<sup>4</sup>

Etats parties	Ratification Signature sans réserve de ratification (Si)	Entrée en vigueur
Albanie <sup>a</sup>	11 décembre 2001	12 mars 2002
Allemagne <sup>b</sup>	2 octobre 2001 Si	3 janvier 2002
Arménie <sup>a</sup>	31 octobre 2003	1 <sup>er</sup> février 2004
Autriche <sup>b</sup>	22 septembre 2006	23 décembre 2006
Azerbaïdjan <sup>b</sup>	30 mars 2004	1 <sup>er</sup> juillet 2004
Belgique* <sup>a</sup>	12 juin 2009	13 septembre 2009
Bosnie et Herzégovine <sup>a</sup>	7 octobre 2008	8 janvier 2009
Bulgarie <sup>b</sup>	30 juin 2005	1 <sup>er</sup> octobre 2005
Chypre*	17 avril 2014	18 juillet 2014
France <sup>b</sup>	7 mai 2007	8 août 2007
Lituanie <sup>a</sup>	26 novembre 2002	27 février 2003
Luxembourg <sup>a</sup>	2 juillet 1999	1 <sup>er</sup> février 2001
Moldova	27 juin 2001 Si	28 septembre 2001
Monaco <sup>b</sup>	18 septembre 2007	19 décembre 2007
Monténégro*	8 décembre 2010	9 mars 2011
Pays-Bas <sup>c</sup>	11 août 1999	1 <sup>er</sup> février 2001
Russie <sup>a</sup>	27 novembre 2008	28 février 2009
Slovaquie <sup>b</sup>	31 octobre 2000	1 <sup>er</sup> février 2001
Slovénie <sup>a</sup>	17 septembre 2003	18 décembre 2003
Suède <sup>b</sup>	5 mai 1998 Si	1 <sup>er</sup> février 2001
Suisse <sup>b</sup>	26 février 2003	27 mai 2003
Ukraine <sup>a</sup>	4 novembre 2004	5 février 2005

\* Réserves et déclarations.

Les réserves et déclarations ne sont pas publiées au RO. Les textes en français et en anglais peuvent être consultés à l'adresse du site Internet du Conseil de l'Europe:  
<http://conventions.coe.int> ou obtenus à la Direction du droit international public (DDIP),  
Section des traités internationaux, 3003 Berne.

<sup>a</sup> Conformément à l'art. 6, par. 1, du Protocole n° 2, cette Partie contractante a déclaré qu'elle appliquera les dispositions des art. 4 et 5.

<sup>b</sup> Conformément à l'art. 6, par. 1, du Protocole n° 2, cette Partie contractante a déclaré qu'elle appliquera les seules dispositions de l'art. 4.

<sup>c</sup> Le Protocole n° 2 s'applique au Royaume en Europe.

<sup>4</sup> RO 2004 833, 2006 1151, 2009 2467, 2013 471, 2018 537.

Une version du champ d'application mise à jour est publiée sur le site web du DFAE ([www.dfae.admin.ch/traites](http://www.dfae.admin.ch/traites)).

